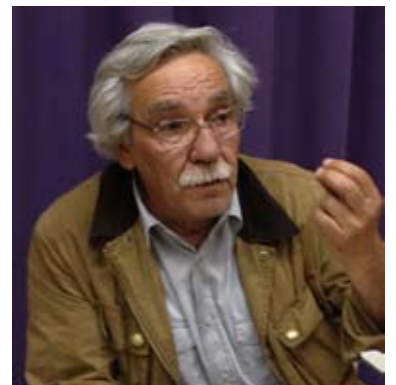


Émanciper le présent du passé colonial

Face à la montée de l'islamophobie et de l'extrême droite, rompre avec les lectures coloniales et racistes, ainsi qu'avec les tabous de "l'histoire officielle", est une ardente obligation. Entretien avec Jacques Pradel, président de l'Association nationale des Pieds Noirs progressistes et de leurs amis (ANPNPA).



Plus de quarante ans après la fin de la guerre d'Algérie et le départ de la majorité des Pieds Noirs pour le continent, pourquoi se mobiliser en tant que "Pieds Noirs progressistes" ?

Nous avons deux raisons d'accoler progressiste à Pied Noir. D'une part, il s'agit de dénier aux associations qui regroupent anciens de l'OAS et Pieds Noirs nostalgiques bornés de l'Algérie française, qu'il faut distinguer des "amicales", éventuellement sympathiques, le droit de parler au nom de nous tous. Les Pieds Noirs se sont resitués dans les contradictions de la société française et se distribuent sur l'ensemble de l'échiquier politique. Nous entendons ainsi porter témoignage, en tant que Pieds Noirs, de ce que furent la colonisation, la guerre d'indépendance et les crimes commis durant 132 ans par la France en Algérie. De ce point de vue, notre association aurait pu être créée plus tôt.

D'autre part, nous entendons prendre toute notre place pour combattre la montée des idées de l'extrême droite, si entretenues et banalisées sous Sarkozy, si peu et si mal contredites aujourd'hui sous Hollande. Combattre notamment, en tant que Pieds Noirs et enfants d'Algérie, la réactivation du racisme anti-"arabe", ce relent de notre passé colonial.

Vous essayez de briser le monopole des discours "officiels" à propos de l'Algérie - discours des "nostalgériques" d'une part, discours de l'État algérien et de l'État français d'autre part. Quelles sont les difficultés de ce combat ?

Le discours "nostalgérique" est très primaire, réduisant la conquête de l'Algérie à la nécessité, en 1830, de libérer les esclaves chrétiens d'Alger du joug ottoman, la colonisation aux "aspects positifs", et la guerre aux massacres du FLN ! Rien ne sert de s'y arrêter, sinon pour relever combien ce discours est utilisé

en France par le FN bien sûr, mais aussi par la droite "classique". Pour celle-ci, il s'agit moins de séduire l'électorat pied noir, qui vote comme les autres Français, que d'adresser un message aux électeurs d'extrême droite (1).

Quant aux États, ils démontrent la même volonté d'occultation. En France, l'histoire commune avec l'Algérie n'a jamais cessé d'être interprétée et ces interprétations d'être prises comme arguments dans le débat politique national. Le précédent gouvernement, Sarkozy, ne déviant en rien de sa ligne politique de compromission avec l'extrême droite, ne prit aucune initiative positive vers l'Algérie, et continua d'alimenter les campagnes odieuses de réhabilitation de l'OAS, les caresses, maladroitement adressées aux associations de harkis et de Pieds Noirs "nostalgériques". ●●●

(1) Lire ici <http://www.anpnpa.org/?p=838> les propos de la maire UMP d'Aix-en-Provence, commentés par l'ANPNPA.



Louise Ighilahriz, militante du FLN, torturée en 1957 pendant trois mois en Algérie par l'armée française, sous les ordres du général Mas-su et du colonel Bigeard, et Simone de Bollardière, veuve de Jacques Pâris de Bollardière, seul officier supérieur à avoir condamné ouvertement la pratique de la torture pendant la guerre d'Algérie.

●●● La ligne du gouvernement dirigé par le Parti socialiste, heureusement d'une autre nature, reste cependant bien loin de l'ouverture nécessaire. Ainsi, tandis que le président Hollande reconnaît « *la sanglante répression* », et non le crime d'État que fut le massacre de centaines d'Algériens le 17 octobre 1961 à Paris, le ministre Le Drian rend très officiellement hommage au sinistre général Bigeard. Si un pas en avant a été franchi avec la visite du Président en Algérie et ses discours sur le « *caractère injuste et brutal de la colonisation* », de tels propos restent très timides pour qualifier le fait colonial et les crimes qui l'ont accompagné.

En Algérie, la nébuleuse politico-militaire au pouvoir depuis l'indépendance n'a cessé de formater l'histoire pour conforter sa domination autoritaire et sans partage. Dès l'indépendance, le parti unique FLN a imposé une version « culturaliste » de l'identité nationale

algérienne, gommant la richesse formidable que constituent les diversités ethniques, linguistiques et culturelles du pays. Ce que Ben Bella dans un de ses premiers discours de 1962 résumait par « *Nous sommes arabes, nous sommes arabes ! ... Et l'Algérie est un pays arabe et musulman* »...

**Nous entendons
porter témoignage,
en tant que Pieds Noirs,
de ce que furent
la colonisation, la guerre
d'indépendance
et les crimes commis
durant 132 ans
par la France en Algérie.**

L'enseignement de l'histoire (tel que toujours pratiqué !) complète le tableau en posant que l'Algérie n'a qu'une histoire,

et que celle-ci commence avec les invasions arabes et se termine avec une guerre d'indépendance idéalisée, menée par le peuple héroïque uni derrière le FLN et l'Islam face au colonialisme français.

Aujourd'hui, face à une situation sociale particulièrement tendue et à un système politique bloqué, la caste au pouvoir n'a d'autre projet que de maintenir sa domination. À cette fin, elle déploie ses deux armes favorites : un autoritarisme administratif et policier pour contenir la contestation sociale, et, en balance, une version purement idéologique et falsificatrice de l'histoire pour conforter l'identité, la fierté, la solidarité nationales. Dans le même temps, la « guerre des mémoires » a été soigneusement entretenue par un jeu de surenchères réciproques, qui culmina avec la menace coté algérien d'une loi exigeant la « *repentance* », brandie en réponse au projet français d'une loi évoquant les « *aspects positifs* » de la colonisation. ●●●

●●● Ces discours ont largement pénétré les consciences, d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée. Comment procédons-nous pour les combattre et les dépasser ? En Algérie, par des "voyages militants", tolérés et ignorés par le pouvoir, mais remplis de débats, de rencontres avec des associations, d'articles dans la presse francophone, d'interviews radio... mais aussi par le suivi des contacts établis et par des actions menées en commun. En France, par des initiatives visant au renforcement de l'amitié entre les peuples des deux rives, par un engagement contre le racisme et la xénophobie, par la contestation publique du discours "nostalgique". Il est, de ce point de vue, particulièrement important pour nous de prendre langue, d'échanger, de travailler ensemble, avec nos frères algériens ou d'origine algérienne, avec des associations qui les représentent dans nos villes et nos quartiers.

Vous avez également été remarqués pour vos actions contre les commémorations en faveur d'anciens de l'OAS, d'anciens tortionnaires (le général Bigeard par exemple), contre les "musées" révisionnistes de la mémoire des Français d'Algérie. Quels sont vos modes d'action ?

Nous avons longtemps privilégié de contredire les "nostalgiques" lors de débats publics, de contre-manifester face à leurs rassemblements devant des stèles à la gloire de l'Algérie française et de l'OAS, de protester contre le laxisme du pouvoir politique à leur égard, ou contre la complicité d'édiles locaux. Nous continuerons de le faire, même si nous nous sommes pourtant souvent heurtés à une difficulté : l'incompréhension de Pieds Noirs "naïfs" venus là peut-être par hasard, ceux-là mêmes que nous voudrions convaincre, et qui ne voyaient qu'agressivité dans ce type d'actions.

Il nous semble aujourd'hui bien plus utile, juste et gratifiant, d'intervenir de manière positive lors de fêtes populaires, dans des collèges et lycées, dans des conférences. Nous organisons nous-mêmes des débats sur des thèmes touchant à l'Algérie (sur Frantz Fanon, récemment sur Camus et le film *Le premier homme*).

Tandis que le président Hollande reconnaît "la sanglante répression", et non le crime d'État que fut le massacre du 17 octobre 1961 à Paris, le ministre Le Drian rend hommage au sinistre général Bigeard.

Nous manifestons publiquement avec banderole lors de commémorations de dates importantes de notre histoire avec l'Algérie (8 mai 45, 17 octobre 61, 19 mars 62...). Nous participons à des événements visant au rapprochement des peuples, à la

dénonciation du racisme. Mener de telles actions d'éducation populaire, sur la réalité du fait colonial en Algérie, - car oui, il y a un procès à faire de la colonisation - est aujourd'hui pour nous prioritaire.

Certains aspects de votre démarche font penser aux commissions Vérité et réconciliations mises en place en Afrique du Sud, après la chute de l'Apartheid. Que visez-vous à travers la sollicitation des acteurs de la guerre et des institutions ? Quelles sont les réactions institutionnelles, ici et là-bas ?

Il y a en France pléthore d'associations d'anciens combattants, dont certaines sont de pures officines fascistes. Nous avons des relations cordiales avec l'ARAC [Association républicaine des anciens combattants], qui partage l'essentiel de nos vues, mais aussi avec la FNACA [Fédération nationale des anciens combattants en Algérie-Maroc-Tunisie], la plus importante association d'anciens d'Algérie.

Nous entretenons une relation étroite, privilégiée avec la 4ACG, ●●●

Rompre avec la nostalgie coloniale

ANPNPA



Créée en 2008, l'Association nationale des Pieds Noirs progressistes et de leurs amis (ANPNPA) regroupe des Pieds Noirs désireux de s'affranchir de la vision nostalgiques de l'Algérie française et de promouvoir une réconciliation sincère et durable entre Français et Algériens. Elle souhaite inciter les responsables des deux États à adopter une politique d'entente et de coopération, rompant avec des décennies de censure et d'histoire officielle.

L'association développe plusieurs types d'activités militantes : voyages en Algérie pour le dialogue et la compréhension mutuelle, interventions en milieu scolaire, manifestations contre les commémorations colonialistes...

<http://www.anpnpa.org/>



Manifestation contre l'OAS à Béziers.

●●● association non pas d'anciens combattants mais d'Anciens Appelés en Algérie Contre la Guerre, dont les adhérents reversent l'intégralité de leur pension militaire pour mener des actions symboliques en Algérie, et aussi en Palestine. Avec les "Réfractaires non violents à la guerre en Algérie", nous revenons de deux voyages de dix jours en Algérie (intitulés Mémoire et Fraternité), qui ont permis des rencontres particulièrement riches avec des acteurs algériens de la guerre (anciens Moudjahidin et anciennes Moudjahidate), avec des jeunes Algériens et la société civile au sens large.

Ces voyages, ces rencontres ont-ils une chance de déboucher sur la mise en place de quelque chose d'institutionnel ? Pour le moment clairement non. De fait, nous nous sommes heurtés au refus de tout contact de la part du pouvoir algérien. L'Organisation nationale des Moudjahidin (ONM), seule association reconnue et courroie de transmission du pouvoir, après avoir longtemps lambiné, a refusé de nous recevoir. Et elle a refusé que nous participions aux cérémonies de commémoration des émeutes du 8 mai 45 à Guelma, dont la répression fut particulièrement sanglante. Nous avons été perçus par le pouvoir comme des gêneurs, perturbant l'histoire

officielle. Aucun contact officiel non plus côté français, malgré nos tentatives ! Aucune réponse à nos demandes d'entrevue, à nos courriers au président Hollande et au gouvernement, dont Le Drian et Arif sont si généreux dans leurs hommages à Bigeard et consorts.

La grande majorité des jeunes Français d'origine algérienne ne connaissent pas l'histoire de leurs propres familles (...). Ils sont maintenus dans cette ignorance par les lacunes de l'enseignement officiel et par le "refus de parler" de leurs anciens.

Pourquoi avez-vous en particulier le souci de vous adresser aux jeunes Français dont les familles sont originaires d'Algérie ? Quels liens faites-vous entre la guerre d'hier et les questions d'aujourd'hui ?

La grande majorité des jeunes Français d'origine algérienne ne connaissent pas l'histoire de leurs propres familles,

du pays d'origine, où eux-mêmes retournent pourtant fréquemment. Ils sont maintenus dans cette ignorance par les lacunes de l'enseignement officiel, qui occulte largement l'histoire des colonisations et des guerres d'indépendance, et par le "refus de parler" de beaucoup de leurs anciens. Il y a pourtant de leur part une attente, une lacune à combler. Cela se mesure très bien lorsque nous intervenons, à la demande d'enseignants, dans des collèges et des lycées de quartiers populaires à forte concentration de familles immigrées. Nous venons systématiquement à plusieurs, avec un 4ACG et/ou un Algérien ayant vécu la guerre. L'écoute est toujours formidable, avec un calme qui étonne les enseignants, les questions systématiquement justes. Le temps, à chaque fois, manque. Les jeunes demandent à mieux connaître ce qu'ont vécu leurs familles - c'est leur propre histoire - et sont particulièrement sensibles à l'idée que justice soit rendue par rapport à la colonisation.

Lors de ces rencontres en milieu scolaire, nous abordons évidemment des questions qui ne relèvent pas seulement ou directement de l'histoire, mais de l'organisation de la société présente : l'exclusion sociale, la montée du racisme, les intégrismes... Discuter de cela, ●●●

●●● avec cette jeunesse d'origine immigrée et leurs camarades "bien français", prend du coup une autre dimension !

Une réelle préoccupation concerne la tendance au repli identitaire de nombreux jeunes Français d'origine algérienne, qu'ils vivent ou non dans des banlieues ou des quartiers ghettosés, ciblés par la montée du racisme anti-"arabe" et par l'islamophobie ambiante. Il nous faut là bien reconnaître que même la gauche de gauche reste insuffisamment audible, et n'a pas su ou n'a pas pu prendre cette question en compte. C'est pour nous une raison supplémentaire de nous adresser à eux.

Je vois un lien très réel entre la guerre d'hier et les questions concernant aujourd'hui la population d'origine algérienne. Quand avec d'autres nous demandons au gouvernement actuel d'aller plus loin dans la reconnaissance des crimes et des méfaits du colonialisme, ce n'est pas seulement pour que nous puissions regarder sereinement et en conscience notre propre histoire, ni pour que se débloque la relation franco-algérienne. C'est pour que, chez nous aujourd'hui en France, disparaissent les relents racistes hérités

du passé colonial et de la longue guerre d'indépendance, qui font toujours qu'un "Arabe" compte pour peu. Il y a quelque chose de commun entre les harkis abandonnés là bas à l'indépendance ou parqués ici pendant des années, les chibanis vivant dans la misère ou la jeunesse

**Quand nous demandons
au gouvernement
d'aller plus loin
dans la reconnaissance
des crimes et des méfaits
du colonialisme,
c'est pour que, chez nous
aujourd'hui en France,
disparaissent les relents
racistes qui font toujours
qu'un "Arabe" compte
pour peu.**

d'origine maghrébine soumise au racisme ambiant, au chômage, à l'exclusion sociale. Il ne s'agit pas de dire que ces relents du passé colonial sont la cause de tout, mais celui-ci est encore bien présent pour

alimenter discours et comportements xénophobes.

Comment faire en sorte que votre combat rejoigne les autres luttes contre l'injustice et pour l'émancipation ?

Nous ne sommes pas enfermés dans un regard historique. Nous ne voulons pas seulement contredire les nostalgiques du passé colonial et thuriféraires de l'OAS, ni seulement porter témoignage auprès des historiens, même si nous avons besoin que leurs travaux permettent l'écriture d'une histoire lucide et dépassionnée de la France en Algérie. Nous situons notre action dans les contradictions de la société dans laquelle nous vivons. Si nous sommes particulièrement sensibles aux relations avec l'Algérie et avec les Algériens vivant ici ou là bas, nous mesurons pleinement que ces relations sont immédiatement dépendantes des grands choix politiques et sociaux faits ici. Pieds Noirs mais citoyens français, quand bien même notre combat regarde beaucoup de l'autre côté de la mer, il s'inscrit de fait parmi les luttes menées contre l'injustice et pour l'émancipation.

● Entretien réalisé par **Yves Gimbert**

Pour aller + loin

• Sites

Site de l'Association nationale des pieds noirs progressistes et de leurs amis :

<http://www.anpnpa.org/>

Lire, par exemple, le compte rendu d'un voyage de membres de l'association en Algérie en mai 2013, qui illustre le travail de réconciliation et la volonté de dialogue : <http://www.anpnpa.org/?p=896>

Site de l'Association des anciens appelés en Algérie contre la guerre :

<http://www.4acg.org/>

• Ouvrages

Histoire de l'Algérie à la période coloniale 1830-1962, collectif d'historiens, éditions La Découverte, 2012. Il s'agit de la première tentative majeure d'histoire croisée entre cher-

cheurs et historiens français et algériens, qui replace la guerre d'indépendance dans le temps long de la présence coloniale française et montre son enracinement bien avant le début du conflit en 1954.

Le camp de Lodi, Nathalie Funès, éditions Stock, 2012. C'est l'histoire d'un camp d'internement dans lequel des centaines de pieds-noirs favorables à l'indépendance de l'Algérie, dont Henri Alleg, furent détenus de manière arbitraire pendant la guerre.

Guerre d'Algérie, Guerre d'indépendance, par l'association des 4acg, éditions L'Harmattan, 2012. Recueil de témoignages sur le conflit, à voix multiples, françaises et algériennes.

Y. G.